

Enbata

AG de Batera

HEBDOMADAIRE
POLITIQUE BASQUE

7 janvier 2010

N° 2110

1,30 €

LABORANTZA GANBARA
EUSKAL HERRIKO



5^{ème}

Anniversaire

ISSN 0294-4596



9 770294 459006



Pas un soutien ne doit manquer à Laborantza Ganbara

DÈS l'origine et avant même la création officielle de l'association Euskal Herriko Laborantza Ganbara le 15 janvier 2005, EHLG a été en butte à l'hostilité des représentants de l'Etat français et de ses administrations. Cinq ans durant, les pouvoirs publics auront tout tenté pour entraver le fonctionnement de l'instance agricole alternative que les militants d'ELB ont créée pour accompagner le maintien et le développement de l'agriculture paysanne et durable, héritée des pratiques traditionnelles familiales en Pays Basque.

L'acharnement des représentants locaux de l'Etat, des administrations et des responsables de la Chambre d'agriculture paloise, à tenter d'empêcher la bonne marche de Laborantza Ganbara est symptomatique du mépris dans lequel ce pays est tenu. Le gaspillage de temps et d'argent public de la part de fonctionnaires, payés sur les deniers du contribuable, à seule fin d'étrangler une association citoyenne qui ne fait que rendre aux paysans des services délaissés depuis longtemps par ceux qui devraient les assurer, n'a sans doute pas d'égal dans l'Europe entière.

Plus grave, Laborantza Ganbara a dû mobiliser une énergie considérable pour résister à ce harcèlement permanent, démonter les vrais et les faux procès qui lui sont intentés, s'opposer aux mensonges et insinuations pernicieuses dont elle a été abreuvée. Par cinq fois, EHLG a dû saisir le tribunal administratif pour faire reconnaître son bon droit. Le préfet des Pyrénées-Atlantiques, avec le soutien affiché de la Chambre d'agriculture des Pyrénées-Atlantiques partie civile, a intenté à Laborantza Ganbara et à son admirable président un procès en correctionnelle, pour tenter d'obtenir une condamnation infamante et les déconsidérer aux yeux de l'opinion publique. Fort heureusement la lucidité exemplaire d'un jugement sans complaisance pour la mauvaise foi des harceleurs en a décidé autrement.

Mais que d'énergie et de temps dépensés à contrer les tentatives de ceux qui ont juré de faire disparaître Laborantza Ganbara! En cinq ans, des dizaines de milliers d'heures

auront été consacrées par les bénévoles et les salariés de l'association, les cabinets d'avocats et tous ces militants, discrets mais déterminés, qui soutiennent EHLG, à instruire les dossiers de défense, sensibiliser les élus et les décideurs économiques, mobiliser les populations, organiser rassemblements et actions de soutien lors de chaque attaque adverse. Aucune autre association n'y aurait résisté.

C'est tout le mérite et la fierté de Laborantza Ganbara de parvenir, malgré tout, à assurer aux paysans basques les services qu'ils ne trouvent pas ailleurs pour la sauvegarde et le développement de l'agriculture durable et citoyenne. En cinq ans, des milliers de paysans basques ont été accueillis, conseillés, accompagnés, par les responsables et les techniciens de la chambre alternative.

Heureusement, sur cette longue course d'obstacles, Laborantza Ganbara a enregistré des succès retentissants, comme la double décision des tribunaux administratifs de Pau et Bordeaux contre l'administration fiscale qui voulait l'étrangler financièrement en contestant, sans aucun fondement juridique, l'éligibilité de l'association à la déduction d'impôt sur les dons versés. Ou encore la relaxe pleine et entière de Laborantza Ganbara et de son président de tous les griefs d'illégalité ou d'usurpation énoncés par un préfet haineux et vindicatif, en mars dernier.

Mais le combat est loin d'être achevé, encore moins gagné. Le samedi 16 janvier prochain, toutes celles et ceux qui soutiennent Laborantza Ganbara se retrouveront à Ainize pour fêter son 5^{ème} anniversaire. Cette journée sera, comme les années précédentes, un moment de convivialité chaleureuse et de solidarité active. Elle donnera également le coup d'envoi d'une campagne de mobilisation populaire en vue du procès en appel du 19 février à Pau, qui se doit d'être aussi déterminante que celle du procès du 29 janvier.

Pas une bonne volonté ne doit manquer, ni ce jour-là, ni dans les semaines qui restent avant l'audience paloise, pour crier à la face de tous les adversaires d'EHLG: «Laissez Laborantza Ganbara vivre et travailler en paix».

2010, bihurgunearen urtea ?

HAIN aspalditik aipatzen zen 2010 urtean sartu da Euskal Herria. Hain urrun ikusten genuen garaia etorri da. Zenbat hipotesi, zenbat beldur, zenbat kezka eta zenbat itxaropen (?) ez dugu elikatu gure baitan, 2010 urte horri begira. Eta zer aldatu da? Euskara eta Ipar Euskal Herria bera 2010eko urtemuga aipatzen hasi ginean baino gibelago ote dira? Erran daiteke ezetz. Euskalgintzak eta ikastolek egin duten lan handiari esker, euskara oraino bizi da Ipar Euskal Herrian, eta ez da hiltzekotan, ahul segitzen badu ere. Oraino bide luzea bada egiteko, baina orain arte egin den bidea ez da gutxiestekoa.

Ipar Euskal Herriaren lurraldetasun ezagupenaren aldetik, berdintsu segitzen dugu. Baina berezko instituzio bat behar dugula gero eta jende gehiagok onartzen du. Gaur egun, aldarrikapen hori ez da bakar batzuen bakarrik. Gaur egun, euskal departamenduaren alde dago herritarren zati handi bat. Frantziak ezezkoan tematu nahi badu ere, babes gero eta zabalgago horrek aldarrikapen horri indarra emaiten dio, eta ezin da erran etorkizunean zerbait ez denik desblokeatuko. Ikusi behar zer emanen duen lurralde erakundeen erreformak, eta horren emaitzen arabera zein izanen den hemengo hautetsi handien erantzuna.

Dena den, nahiz eta ez dugun Hego Euskal Herriaren gertatuko denaren beha egon behar, badakigu hango egoera desblokeatzek on baizik ez ligukeela eginen, Lizarra-Garaziko garaiak gogora ekartzea aski da hori baieztatzeko. Aterabidea ez da handik etorriko, baina lagunduko du. Eta 2010a izan daiteke gatazka bide berri eta baikor batean ezarriko duen urtea.

Bistan da, urte hasiera guzietako itxaropena eta desioa da. Baina aurrean sekulan baino arrazoi gehiago dago bide interesgarri bat irekiko dela pentsatzeko. Lehen-lehenik, horren seinale dugu Ezker Abertzaleak Altsasun irakurri zuen agiria, non eta indarkeriarik gabeko prozesua aldarrikatzen zuen. Geroztik, ezker abertzalearen inguruko hainbat jendek indarkeriarik gabeko fasearen aipamena egin dute behin baino gehiagotan, herritarrak estrategia eta fase berri horretara prestatzeko bezala. Horrez gain edo horri loturik, aspaldiko urteetan gertatzen ez ziren batasun puntual batzuk izan dira. Alderdi abertzale guzietako egin dute zenbait manifestaziotara deitzeko, besteak beste Arnaldo Otegi, Rafa Diez eta horiek atxilotu zituztela salatzen edota Egunkariaren auzia salatzen.



... qu'on inaugure le 4 janvier à Dubaï la plus haute tour du monde, culminant à 818 mètres, abritant des milliers d'appartements, plusieurs hôtels, des centaines de bureau et coûtant la bagatelle de 1,5 milliards de dollars, alors que la dette de l'Etat dépasse les 100 milliards. Pour la chute Tartaro est bloqué, de cette hauteur elle serait fatale!

... pas tant que ça qu'au 30 septembre 2009, la dette de la France atteigne 1.457 milliards d'euros (75,8% du PIB). Tartaro, qui est de gauche, pensait que la droite était bonne gestionnaire!

... que, dans sa grande richesse, la France se soit payée pour 2 milliards d'euros les 94 millions de vaccins antigrippe A (H1N1) dont seulement 5 millions ont été utilisés. Dans cette douce France seule la machine à s'endetter n'est pas grippée...

... que, mardi 29 décembre, le Conseil constitutionnel ait annulé la «taxe carbone» prévue par Sarkozy dans la loi de finances 2010 s'appliquant au 1^{er} janvier, parce que les plus gros pollueurs, industriels et transporteurs, en étaient exonérés. Voilà Sarko nu comme un Vert!

... pas tant que ça du traditionnel «feu de joie» des fêtes de fin d'année sur les parkings français: 1.137 voitures auraient été incendiées... Le gouvernement, si imprévoyant par ailleurs, aurait-il trouvé là le palliatif autorégulateur à la fin de la «prime à la casse»?

... qu'une confrérie turque, appartenant au réseau de Fethullah Gülen, penseur islamiste, vienne d'ouvrir son premier collège en France à Villeneuve-St-George (Val-de-Marne), particulièrement accueillant pour les pauvres moyennant 4.500 euros d'inscription. Grand confort assuré, avec bains et chiottes à la turque.

... de lire dans son hebdo préféré une lettre de Xipri Alberbide positivant l'action de Mgr Aillet. Oubliées les déclarations du prêtre à l'encontre de la messe en basque à St André, qualifiée de «ghetto communautariste». Pas grave, les basqueries...

Q U'ELLE semble loin l'«opportunité historique» pour le Kurdistan que j'évoquais dans ces colonnes, il y a deux mois seulement! On se souvient que le Premier ministre turc, M. Tayyip Erdogan, devait dévoiler en novembre les détails de sa «politique d'ouverture» censée répondre aux aspirations des Kurdes de Turquie. L'objectif affiché de cette «politique d'ouverture» n'était rien de moins que de mettre un terme



à un conflit qui saigne la région depuis 25 ans. Au vu de la situation actuelle, l'échec est cuisant: le principal parti politique kurde, le DTP, a été illégalisé, des affrontements interethniques semblent sur le point d'éclater dans tout le pays, et les secteurs les plus conservateurs de l'armée viennent se rappeler au bon souvenir de M. Erdogan...

Erdogan n'est pas le principal responsable du gâchis

La première raison de l'échec de la «politique d'ouverture» est la prestation en demi-teinte du Premier ministre devant le Parlement, en novembre. M. Erdogan n'a pas réussi à convaincre les Kurdes de la sincérité de sa démarche, mais il n'est pas non plus parvenu à faire taire les protestations des nationalistes turcs qui ne cessent de hurler au séparatisme. De toute évidence, les propositions de M. Erdogan n'ont pas été à la hauteur de la situation. On le regrettera d'autant plus qu'il avait jusque-là fait preuve de courage et de détermination, en libérant par exemple une délégation de militants du PKK que l'organisation armée kurde avait dépêchée pour manifester son soutien aux initiatives du gouvernement turc. Malgré ses erreurs, M. Erdogan n'est certainement pas le principal responsable du gâchis auquel nous assistons. L'opposition kémaliste a en effet prouvé qu'elle pouvait s'appuyer sur les forces armées et la justice pour contrer toute tentative de réforme. L'interdiction du DTP, prononcée par la Cour constitutionnelle le 11 décembre dernier, l'illustre à merveille.



La revanche d'Ocalan

David Lannes

Difficile en effet de demander aux Kurdes de se montrer coopératifs au moment même où leur principale organisation politique (qui est aussi la quatrième force parlementaire de Turquie) est déclarée illégale. Erdogan, dont le parti avait lui aussi échappé de très peu à l'illégalisation en 2008, ne peut raisonnablement pas être blâmé pour le verdict de la Cour constitutionnelle.

Ocalan n'avait aucune intention de laisser une chance à l'ouverture

Tout comme M. Erdogan, les dirigeants du DTP n'avaient pas non plus toutes les cartes en main pour défendre les intérêts de leurs électeurs. Outre la menace d'interdiction qui planait au-dessus d'eux, ils devaient composer avec les décisions du PKK qui voyait d'un très mauvais œil une solution se dessiner sans qu'il y tienne un rôle majeur. Rétrospectivement, la principale erreur de M. Erdogan aura peut-être été de refuser de voir en le PKK et plus particulièrement en son leader Abdullah Ocalan un interlocuteur légitime. Ce dernier a en effet semblé se soucier davantage de réinvestir le centre de la scène politique que de contribuer au succès de la «l'ouverture» de M. Erdogan. Ainsi, le 10 décembre, c'est-à-dire la veille de l'annonce du verdict de la Cour constitutionnelle sur l'interdiction du DTP, 7 militants trouvaient la mort dans un attentat revendiqué par le PKK, alors que l'organisation avait déclaré une trêve en avril dernier. Bien que condamné sans équivoque par Ahmet Turk, le principal dirigeant du DTP, cet attentat n'a certainement pas poussé la Cour constitutionnelle à l'indulgence. C'est sans doute la raison pour laquelle de nombreuses voix se sont élevées pour évoquer une provocation, à commencer par M. Erdogan: «Ce n'est pas bon de considérer comme acquis que le PKK l'a fait juste parce qu'il l'a revendiqué». Mais même si l'on dédouane le PKK de cet attentat, il est évident qu'Ocalan et ses troupes n'avaient aucune intention de laisser une chance à la politique d'ouverture de M. Erdogan. Prétendant une détérioration des conditions de détention du leader kurde après son transfert le 17 novembre, le PKK a en effet déclenché une série de manifestations dans toute la Turquie — tendant ainsi une perche aux secteurs ultranationalistes qui ont multiplié les provocations et fait craindre des pogroms de grande ampleur. Le transfert de M. Ocalan était

pourtant censé apaiser le PKK puisqu'il mettait fin à son isolement. Ses plaintes futiles («Je ne suis pas à l'aise avec l'air conditionné. L'hiver approche, ça va être plus dur») et la réaction disproportionnée de ses troupes («La vie de notre chef est en danger. [...] Pour protéger notre existence et notre futur contre ce plan d'annihilation et d'extermination, nous appelons tout le monde à résister et à soutenir le soulèvement») témoignent d'une volonté manifeste de saboter le processus politique en cours.

Et ce n'est pas tout... Après avoir ainsi démontré que tout processus de paix devait se négocier avec le PKK, M. Ocalan a tenu à «punir» les dirigeants du DTP qui avaient envisagé de s'affranchir de la tutelle de l'organisation armée. Peu après l'interdiction du DTP, les députés de ce parti annoncèrent qu'ils renonceraient à former un nouveau bloc parlementaire et démissionneraient. Le PKK approuvait en estimant que l'interdiction «signifie qu'il n'y a pas de place en Turquie pour un parti qui défend les droits des Kurdes».

Ahmet Turk a dû reconnaître qu'il obéissait à Ocalan

En ordonnant quelques jours plus tard aux députés du DTP de revenir sur leur décision, M. Ocalan réaffirmait donc son pouvoir sur la branche politique du mouvement. Annonçant le revirement de son parti, Ahmet Turk a même dû reconnaître de manière assez humiliante qu'il obéissait à l'injonction d'Ocalan. La coulure a dû être un peu dur à avaler après des semaines passées à nier tout lien avec le PKK: «La fermeture de Batasuna n'a rien à voir avec notre cas» s'offusquait fort peu élégamment Hasip Kaplan, un autre dirigeant du DTP, «la région basque en Espagne est une région autonome. Cette région demandait la séparation du pays, et Batasuna a des liens structurels avec ETA. Nous n'avons pas de tels liens avec le PKK».

Si l'on doit donc tirer un enseignement des derniers épisodes du conflit turco-kurde, c'est que le PKK et son leader Ocalan sont des interlocuteurs incontournables. Paradoxalement, ce n'est peut-être pas une mauvaise nouvelle pour M. Erdogan. Car Ocalan est visiblement prêt à bien des concessions à partir du moment où c'est lui qui les ordonne. «Nous ne voulons pas beaucoup», écrivait-il en septembre dernier, «il suffirait qu'ils reconnaissent les droits que la France, qu'ils prennent pour modèle, a accordés à la Corse». Ahmet Turk et ses collègues n'ont probablement pas fini d'avalé des coulures...



Discussions secrètes Etat, Chambre

Le 26 mars 2009, le tribunal correctionnel de Bayonne rendait son délibéré dans le procès intenté par le préfet des Pyrénées-Atlantiques et plaidé le 29 janvier contre Euskal Herriko Laborantza Ganbara et son président Michel Berhocoirigoin.

Le jugement relaxait pleinement Laborantza Ganbara et son président de tous les griefs d'illégalité et d'usurpation portés contre eux par le préfet.

Un mois plus tard, le préfet, par l'intermédiaire du sous-préfet de Bayonne, proposait aux responsables de Laborantza Ganbara une rencontre tripartite secrète avec les dirigeants de la Chambre d'agriculture paloise. Flairant le piège, mais soucieux de ne pas apparaître comme des inconditionnels du refus, le Bureau de Laborantza Ganbara acceptait le principe d'une réunion.

Toutefois, il y mettait une condition: être d'abord reçus par le préfet pour lui expliquer l'historique de la création de Laborantza Ganbara.

A croire que le coup de massue du 26 mars avait quelque peu ramolli la détermination du représentant de l'Etat qui acceptait la condition posée. Jamais auparavant le préfet Rey, ni ses prédécesseurs Grégoire et Cabanne, n'avaient daigné répondre aux nombreuses demandes de rendez-vous des responsables de Laborantza Ganbara.

Le 13 mai dernier, les représentants de Laborantza Ganbara rencontraient le préfet, dans sa résidence privée paloise, et la réunion se poursuivait en présence des responsables de la Chambre paloise. Sans grand intérêt, sinon le constat que les points de vue sur les mesures à prendre pour doter l'agriculture basque de l'outil institutionnel nécessaire à sa sauvegarde et à son développement divergeaient totalement.

Une deuxième rencontre était programmée le 3 juillet où, à la demande d'EHLG, chaque partie devait se présenter avec des propositions écrites. Seule Laborantza Ganbara produisait une contribution écrite, immédiatement rejetée par les deux autres parties. C'est ce document qu'Enbata publie ci-contre.

Le préfet Rey se moquait même de Michel Berhocoirigoin en lui disant qu'il ne transmettrait jamais ces propositions à Paris car «il n'en avait pas envie».

En dépit du constat d'un désaccord insurmontable, les représentants de l'Etat insistaient pour une troisième rencontre. Les délégués de Laborantza Ganbara acceptaient à deux conditions: des propositions écrites comme base de discussion et le retrait par le préfet du recours auprès de la Cour d'appel de Pau.

Laborantza Ganbara n'a jamais été contacté pour une troisième réunion, mais, en revanche, a reçu début décembre une citation à comparaître à la Cour d'appel de Pau.

Laborantza Ganbara a donc décidé de rendre publique l'existence de ces rencontres secrètes.

M **ONSIEUR le Préfet des Pyrénées-Atlantiques Monsieur le Président de la chambre d'agriculture des Pyrénées-Atlantique.**
Ainhice Mongelos, le 3 juillet 2009.

Objet: Propositions d'EHLG suite à la rencontre du 13 mai 2009.

Monsieur le Préfet,
Monsieur le Président

Lors de la première réunion organisée à l'initiative de Monsieur le Préfet, il a été décidé que chaque partie (préfecture, chambre d'agriculture et EHLG) mettrait par écrit leur proposition pour la prochaine réunion. Ce texte répond à cette décision.

La première rencontre du 13 mai a permis d'expliquer les raisons et le contexte de la création de EHLG. Nous rappelons ici les principaux repères historiques:

- Les élus d'ELB ont participé assidûment et avec un esprit constructif aux travaux de la Chambre d'agriculture départementale depuis 1983. Malheureusement leurs propositions n'ont jamais été prises en compte et les élus d'ELB ont toujours été traités avec mépris.

- Depuis de nombreuses années et avec force depuis les élections de 1995 à la chambre d'agriculture, ELB porte la revendication d'une chambre d'agriculture pour le Pays Basque. Cette revendication est devenue majoritaire dans la société basque:

- 113 maires sur 159 et plus de la moitié des Conseillers généraux et régionaux signent en 2001 une motion en faveur de la Chambre d'agriculture du Pays Basque.

- Lors des Assises de la décentralisation organisées par le Gouvernement Raffarin, le Conseil des élus du Pays Basque, présidé par M. Lamassoure, se positionne en faveur de la création d'une chambre d'agriculture spécifique, dans un document adopté par son Assemblée générale à l'unanimité moins deux abstentions le 26 février 2003.

- Le 10 janvier 2004, l'Assemblée générale du Conseil de développement se prononce à 92% des votants pour «la création et la mise en place de la Chambre d'agriculture du Pays Basque».

- Deux études juridiques (la première commandée par ELB et la seconde par M. Lamassoure président du

André Aschieri, Maire de Mouans-Sartoux

Mouans-Sartoux, la commune à contre-courant

De l'arrêt du projet autoroutier à l'activation de la ligne de chemin de fer, l'art de prendre en charge l'écologique et le social



Locomotive utilisée pour sensibiliser la population sur l'intérêt de re-activer la voie de chemin de fer comme alternative à la voiture.

Alda! complète la présentation de la ville de Mouans-Sartoux (dans la région PACA), qui montre depuis plus de trente ans, qu'il faut se méfier de la "religion de la croissance" comme le dit l'économiste Serge Latouche.

Voici l'interview d'André Aschieri, maire depuis 1974 de Mouans-Sartoux .

Comment êtes-vous entré en politique ?

Depuis les années 60, notre région s'est développée trop rapidement (par la spéculation, le mitage du paysage, etc.) et s'est montrée peu sensible à la thématique écologique et sociale.

A l'époque j'étais professeur de mathématiques au collège et passionné de hand-ball. Ces deux passions et engagements correspondaient à ma volonté de vivre et travailler à Mouans-Sartoux.

Au niveau géographique, Mouans-Sartoux se trouve au centre de Cannes, Grasse et Antibes qui ont connu un très grand développement. C'est lorsque les premiers promoteurs sont venus défendre des projets voulant faire passer notre commune de 1500 à 15 000 habitants que je me suis engagé à mettre un terme à ce genre de développement.

Pour réussir cela, il nous a paru évident qu'il fallait prendre la mairie qui était de droite.

Cela fait donc plus de 30 ans que Mouans-Sartoux est à contre-courant du modèle dominant (par son tissu économique local diversifié, sa gestion propre des régies, sa prise en main de son développement, etc.)...

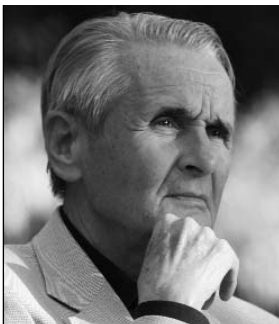
Effectivement. Mais, de mandats en mandats nos scores électoraux se sont améliorés. Des 60% de votes favorables du début, le travail mené au niveau local nous a permis d'être élu avec 82% des voix en 2008.

Et tout cela avec notre programme de gauche, écologiste et décroissant... qui dans la région est «politiquement» battu d'avance.

Elu en 71 comme adjoint au maire, depuis 74 je suis maire de Mouans-Sartoux par ma volonté de résister aux différents lobbies (surtout ceux de l'immobilier et de l'eau).

Dans le cas de l'eau j'ai dû passer des dizaines de nuits à étudier en théorie et sur le terrain le fonctionnement de la distribution de l'eau sur notre commune. Cela m'a permis de me former, de travailler avec le cantonnier en charge de l'eau et de mettre en place une régie municipale de l'eau reconnue par tous comme de qualité et efficace.

Avec la même détermination, nous avons réussi à mettre en place des régies municipales en charge du service des obsèques, de la cantine communale (avec dans la mesure du possible des produits bio), de la collecte des déchets, etc.



André Aschieri

Cela a permis de sauver les services publics qui bien gérés sont moins chers et rendent un réel service à la population. En effet, les emplo-

yés municipaux salariés de leur commune ont montré une plus grande motivation au travail que ceux dépendant des groupes de lobbying.

Vous vous êtes battu pour l'intérêt général au niveau local mais aussi régional?

De tout temps j'ai mené des combats qui dépassaient l'échelle du local.

Pendant 8 ans j'ai combattu le doublement de l'autoroute qui devait massacrer plusieurs communes (y compris Mouans-Sartoux) et passer dans des zones inondables, etc. Pour sensibiliser le public nous utilisons aussi une montgolfière achetée pour ces mobilisations. J'ai aussi eu l'occasion pour cela de participer et d'animer plus de 100 réunions publiques d'information dans les différentes communes concernées.

Pendant 35 ans je me suis impliqué dans la lutte pour le maintien de la voie ferrée Cannes-Grasse, passant à Mouans-Sartoux, au sein d'une association locale. Cette voie étant la seule alternative au «tout-voiture» qui se dessinait dans la région, nous avons organisé de nombreuses mobilisations festives. Pour cela nous faisons fonctionner à nouveau des trains qui arrivaient dans les gares de la ligne à sauver avec des manifestants, de la musique, etc. afin de montrer l'intérêt de la ligne.

Compte tenu de ces engagements, en 1997, on m'a proposé de me présenter aux élections législatives en mettant en avant ces combats. J'ai été donc candidat écologiste. Bénéficiant de la notoriété de mes engagements au niveau local et régional, ainsi que de la division de la droite, j'ai été élu député.

Que vous a permis ce mandat de parlementaire ?

J'ai travaillé en tant qu'apparenté, avec les 6 députés verts de l'époque qui étaient membres du groupe parlementaire Radical-Citoyen-Vert (comportant 30 élus). J'ai pu bénéficier de la liberté liée à mon indépendance et de l'efficacité liée aux avantages du groupe parlementaire qui a la possibilité de participer à tous les débats. Chaque semaine nous avons pris l'habitude de voir qui se chargerait de faire au parlement les amendements du groupe pour tel ou tel projet de loi. Moi j'étais en charge de la santé et de l'environnement.

A l'époque j'avais sensibilisé les ministres Gaysot et Voynet pour voir comment on pouvait arrêter le projet d'autoroute et garder et refaire fonctionner la ligne ferroviaire Cannes-Grasse.

Le fait d'arriver au bon moment au parlement, avec le bon historique (des années de campagnes de sensibilisation sur le terrain), a permis de faire avancer le projet de mise en marche de la ligne de chemin de fer. Ainsi, la région PACA est devenue la première région à gérer le TER grâce à cette ligne Cannes-Grasse qui a permis de donner une alternative à la population concentrée sur le littoral pour remonter de Cannes à Grasse.

A l'époque des mobilisations, nous devons faire face aux commentaires en séance plénière régionale de politiques comme Estrosi mentionnant que le chemin de fer était juste pour que «Le Maire de Mouans joue au train électrique». De même certaines communes voisines voulaient le retrait du chemin de fer car ainsi leur golf coupé en deux par la voie aurait pu être agrandi et unifié. Beaucoup de chemin a été parcouru depuis lors. Le projet de l'autoroute a été annulé et la ligne de chemin de fer sauvée. Actuellement, nous souhaitons mettre en place un cadencement type RER «à la demi-heure», et non «à l'heure» comme c'est encore le cas.

Quelles sont les pratiques gagnantes qui vous ont aidé lors de vos plus de 40 ans de militantisme?

J'ai toujours essayé de comprendre le fonctionnement de la commune et de ses différents

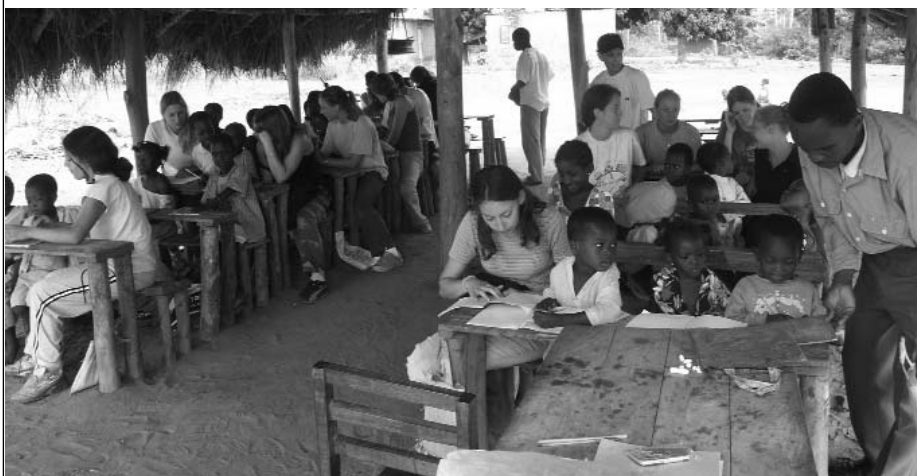
services pour savoir comment les améliorer. Actuellement la régie municipale des eaux a une station d'épuration où on arrive à traiter 97% des eaux communales. Le cadre de travail y est agréable (sans mauvaise odeur, une bonne isolation acoustique, etc.) ce qui aide à faire en sorte que les employés soient motivés pour bien faire fonctionner la régie. De la même façon que nous avons réglé le problème lié à l'eau dans notre commune, nous essayons d'apporter notre contribution pour régler le problème de l'eau au niveau de la planète. Ainsi, 1% de la recette de l'eau de Mouans-Sartoux est destiné aux pays en manque d'eau. 5 associations locales utilisent ces fonds pour monter des projets en collaboration avec des associations d'autres pays où se pose le problème de l'eau. Ainsi grâce à ce fonds spécial, la commune de Mouans-Sartoux, avec ses 10 000 habitants, a permis à 10 000 personnes dans différents pays du monde d'avoir accès à l'eau potable. On peut faire un parallèle avec le milliard d'habitants riches de la planète qui pourrait ainsi régler les problèmes d'eau du milliard d'habitants souffrant du manque d'eau.

Dans les années 60, Mouans-Sartoux avait le profil de la commune pauvre prête à devenir une ville de banlieue. Au même moment, elle a du recevoir une communauté de 500 harkis qui ont été accueillis dans des cabanes en planche... Nous avons toujours pratiqué la politique de la main tendue, en mettant en place des groupements d'habitations (où les harkis et européens étaient regroupés). Les éléments d'intégration (école, sport et activités culturelles pour les enfants, etc.) ont ainsi très bien fonctionné.

Mouans-Sartoux semble être une application du «penser global et agir local» ...

Effectivement, avec ses 10 000 habitants, Mouans-Sartoux a plus de 11 000 adhérents de la vie associative car de nombreuses personnes viennent de communes voisines. Ecologie, humanisme, citoyenneté, culture, sports et loisirs, etc., on partage tous une même conception de l'humanité et de la direction à prendre pour essayer de la sauver.

Tout cela fait qu'on a entre autres désigné comme citoyen d'honneur de Mouans-Sartoux Yuri Bandajevski. Ce scientifique, recteur d'université en Biélorussie, région voisine de l'Ukraine, a critiqué la gestion sanitaire de la catastrophe de Tchernobyl par les autorités biélorusses et a montré que la radioactivité, est toujours présente dans les régions voisines de Tchernobyl, entraînant encore aujourd'hui des maladies importantes particulièrement chez les enfants. Alors que notre président est VRP du nucléaire, qu'on ne sait quoi faire des déchets, qu'on a de plus en plus de mal à assurer la sécurité et la mise à norme des centrales existantes, etc. nous soulignons les dangers du nucléaire tout en favorisant la mise en place d'alternatives.



Ecole du village de Ketapui, au Togo où de jeunes mouansois vont mettre en place des projets humanitaires liés à l'eau grâce au 1% des recettes de l'eau de Mouans-Sartoux dédié à ce type de coopération.

Enbatain editoa

Ztarras Ringarria

Klixka zale maitea.

Baduzula mereximendu lerro haue-tara heltzearekin! Harpidedun fidela-ren moduan, eta aste guziz bezala, berdin postariaren goaitan (ez bada haren barrandatzan) egon zira. Hura pasatu bezain laster Enbata inguratzan duen "plastika tzarra" tarrapatata kendu duzu... Fase tekniko hortan, behar den arta hartu duzu, zure aste-kari kuttunaren ez pleatzeko edo ez urratzeko!

Hamabi orriko astekaria libratu bezain laster, bataz beste %20-25a euskaraz duen *Alda'n* segidan murgil-du zira eta ber ehunekoari hurbiltzen ari den Enbatako beste ale euskaldunetan ere!

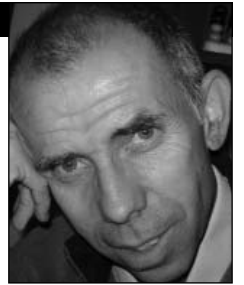
Poesia pixka batekin erraiten ahal da han hemenka orrietan etzana den euskara ilumin ixtantean klikatu duzula. Ez da dudarik egoera horrek eskaini dautzun plazerra parekatzen ahal dela desertoa trebeskatuko duen abenturazaleak bizitzen duenarekin. Hobeki erraiteko, abenturazaleak, zeharkaldia hasi aintzin hartzen duen azken tragoak ekartzen dakon plazerrekin.

Azkenik, aldizkarian euskararen pilare fidel eta historikoa den *Enbatain editoa* (ez gainean den "éditorial" a, baina bere pean den "sahitza"), untsasko irakurririk bazoaz Euskal Irratien entzutera. Tamalez, bertan ostiraletan astekarien itzulia egiten dutelarik, ohartzan zira euskaltzaleen munduan ere, frantses idatziaren ondoan den euskal testoa askoz guttiago goraiatua dela. Berdin euskaldunek ere barneratua duguluako "zkupa" gehiago etorriko direla frantsesaren bidez... edo komunikazio mailan erraiten den bezala berdin euskararen ondoan diren frantsesezko testoak "zekziago" direlako! .

Ea euskaldun orok lortzen duen aurre iritzi horien gaintzea... Ahan-tzi gabe "Euskara bizi! dadin... euskaraz bizi gaiten!" lemari buruz gogoeta tzea! Euskaraz bizitzea osoki lortzeko euskararaz irakurtzea baitezpadakoa denez... has gaiten edo segi dezagun... Dudarik gabe euskara idatzian uste baino "zkupa" eta "afera zekzi" gehiago atxemanen ditugu!

□

JEAN-PIERRE FROITZHEIM
Président de Choisir



L'association Choisir

Se former à Mouans-Sartoux par les rencontres, l'échange et les actions de terrain

Choisir en quelques mots

Il y a une dizaine d'années, un groupe d'amis mouansois d'horizons divers s'est mis à organiser des conférences sur la santé et l'environnement. Le but pour les organisateurs était de permettre au public de se faire sa propre opinion sur un sujet donné en lui présentant des intervenants «pro» et «anti». Libre à chacun ensuite de faire son propre choix... D'où le nom de Choisir donné à l'association née du succès rencontré et encouragée par le maire de Mouans-Sartoux, André Aschieri, particulièrement sensible à ces sujets.

Clés de compréhension et moyens d'action

Face à des thèmes de plus en plus présents, il était nécessaire d'informer et de former, de donner aux adultes comme aux plus jeunes des clés de compréhension et des moyens d'action directement applicables dans leur quotidien. Il est difficile pour les collectivités locales comme pour les associations d'assumer seules et en totalité des initiatives de ce type. En revanche, une collaboration active entre la mairie de Mouans-Sartoux et l'association Choisir a permis de mettre en place des actions telles que l'organisation de conférences (génétique et manipulations, les produits chimiques, le sida, quelle agriculture pour demain ?, le ferroutage, le compostage, les vaccinations, le nucléaire, faut-il manger bio ?, la maison autonome, ...) et la création de jardins éducatifs avec compostage (J.E.A.C.).



Création de jardins éducatifs avec compostage.

Sensibiliser dès le primaire

Nous aidons les instituteurs et professeurs de classes primaires et secondaires dans la réalisation d'un J.E.A.C. au sein même des établissements. Cela concerne toutes les étapes : de l'aménagement du terrain à la récolte en passant par la plantation de légumes. Quand la récolte est suffisante, les enfants approvisionnent même la cantine avec le fruit de leur travail. Quoi de plus agréable que de déguster les fraises que l'on a plantées soi-même ! La cantine quant à elle alimente le bac à compost, comme peuvent le faire les familles des élèves si elles le souhaitent. Cette activité a suscité l'intérêt de professeurs d'établissements de communes voisines qui ont alors sollicité notre aide pour la mise en route de projets similaires dans leurs écoles.

Défis à venir

Nous souhaitons parvenir à toucher un public autre que scolaire pour le J.E.A.C., promouvoir la mise en place de bacs à compost dans la commune accessibles à tous les habitants, étendre les champs couverts par les conférences (ajouter l'économie et le social à la santé et l'environnement) et enfin, multiplier les actions conjointes avec d'autres associations aux engagements semblables.

Par ailleurs, l'association Choisir fait partie du conseil local de commerce équitable qui regroupe associations, commerçants, artisans et municipalité. Ce conseil a obtenu en novembre 2009 pour la ville de Mouans-Sartoux le titre de «Territoire de commerce équitable». Celui-ci est valable trois ans et a pour objectif de valoriser les produits équitables. Cet engagement est une occasion supplémentaire pour Choisir de contribuer à une réorientation des pratiques de consommation et de promouvoir un nouveau modèle économique. Ainsi, quelles que soient les actions que l'association engage, le but reste de proposer des alternatives à une pensée économique dominante aux répercussions écologiques et humaines graves. D'autres modèles existent. A nous de les diffuser et à chacun de les appliquer car seule l'implication des citoyens saura faire pression sur l'action politique.

□

La merditude des choses

**Amphore d'Or au dernier Festival du film Grolandais,
à voir à l'Atalante, le cinéma d'art et d'essai de Bayonne**

Belgique – 2009 – 1h47 en VO –
Réalisé par Félix Van Groeningen
avec Johan Heldenbergh, Valentijn
Dhaenens, Koen De Graeve...

Gunther Strobbe a 13 ans et une vie compliquée. Le jeune garçon partage le toit de sa grand-mère avec son père et ses trois oncles. Quotidiennement, il baigne dans un climat de beuveries effrénées, de drague éhontée et de glande constante... Tout porte à croire qu'il subira le même sort, à moins qu'il ne parvienne à se "démerder" de là ...

Présenté en grande pompe à la Quinzaine des Réalisateurs où l'équipe fit un défilé remarqué en tenue d'Adam sur la Croisette, LA MERDITUDE DES CHOSES confirme après l'ELDORADO de Bouli Lanners ou MOSCOW, BELGIUM que la Belgique devient la patrie d'un nouveau réalisme poétique. Héros sans gloire de ce film, les membres de la famille Strobbe sont des sortes d'affreux, sales et (pas vraiment) méchants condamnés à croupir dans un village flamand joliment appelé Trouduc les Oyes.



"La Merditude des choses", troisième long-métrage du jeune metteur en scène flamand Felix Van Groeningen.

On imagine l'effort que devra que devra fournir le jeune Gunther pour s'extraire de cet environnement propice aux cuites à la bière et arriver à se lancer un jour dans une carrière d'écrivain...

Navigant sur le fil ténu et éminemment périlleux du mauvais goût, ce premier film tendre et déglingué parvient à susciter une émotion brute tout en cultivant crânement son outrance (Amphore d'Or au dernier Festival du film Grolandais).



L'Agenda de la Fondation

PUBLICATIONS DE LA
FONDATION MANU ROBLES-ARANGIZ :

"Azterketak" 18 argitaratuta

Gastu publikoa izoztu egin da Eusko Jaurlaritza eta Nafarroako Gobernuaren 2010erako aurrekontuan.

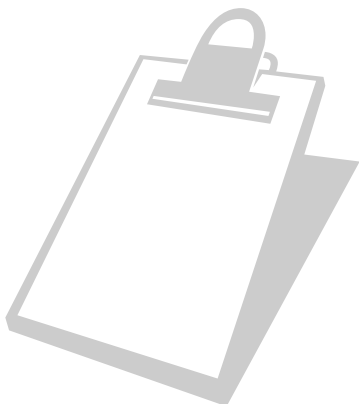
Hezkuntzan, etxebizitzan, osasunean, gizarte-zerbitzuetan eta Hego Euskal Herriko instituzioen eskumen diren beste esparru batzuetan Europako ingurune herrialdeen aldean ditugun defizit sozial handiek berdin jarraituko dute, edo areagotu egingo dira.

Azterketa eskuratzeko, ondoko helbidera aski duzue joaitea:

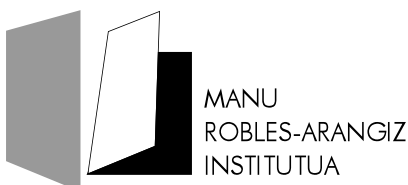
www.mrafundazioa.org/albisteak/gastu-publikoa-izoztu-egin-da-2010erako-aurrekontuan



Bertan klikatu "Azterketa 18 irakurri" lerroan.



Alda!ren bloga :
www.mrafundazioa-alda.org



Fondation Manu Robles-Arangiz Institutua
20, Cordeliers karrika
64100 BAIONA
☎ + 33 (0)5 59 59 33 23
www.mrafundazioa.org

Zuzendaria
Dani Gomez
Ipar Euskal Herriko arduraduna
Txetx Etcheverry
Alda!ren koordinatzailea
Xabier Harlouchet

d'agriculture et EHLG tournent court



Conseil d'administration de Laborantza Ganbara



José Bové et Michel Bernhocoirgoin



Sur le parvis du tribunal: de g. à dr., Mme Bessonard, maire de St Pée; Jean Lissar, conseiller régional; Sylviane Allaux, conseillère régionale; Florence Gracie, maire d'Espelette; Martine Bisauta, adjointe au maire de Bayonne; Michel Bernhocoirgoin et Kotte Ecenaro, conseiller général d'Hendaye

Conseil des élus) confirment la possibilité de créer une seconde chambre d'agriculture dans un même département par simple décret.

● 2001: ELB devient majoritaire sur

exemple, sur la question des quotas laitiers: il était impossible d'élaborer des critères de répartition propres au Pays Basque au motif qu'il «n'y a qu'une politique agricole possible

le territoire Pays Basque. Au lendemain des élections, Monsieur le Préfet Viau demande à la chambre d'agriculture de tenir compte des résultats... Mais la chambre n'en tient pas compte et refuse de mettre au vote la motion proposée par les élus d'ELB lors de la session d'installation de la nouvelle chambre départementale. Les élus d'ELB quittent alors la session.

● Courant 2001/2002: à l'initiative du Conseil du développement, une ICAPB (instance de concertation agricole du Pays Basque) est mise en place dans l'objectif de confier à cette instance le rôle d'une CDOA territorialisée; elle ne fut dans les faits qu'un lieu de discussions sans pouvoir décisionnel, devenant ainsi incapable d'élaborer des propositions concrètes. Par

d'un bout à l'autre du département». Devant cet état de fait, ELB quitte l'instance de concertation en octobre 2003.

● Devant l'ampleur du mouvement, et suite à l'engagement pris par Monsieur Nicolas Sarkozy, ministre de l'Intérieur, à l'occasion de la visite qu'il a effectuée au Pays Basque en décembre 2003, Hervé Gaymard, ministre de l'Agriculture, diligente une mission d'inspection générale qui confirmera les spécificités de l'agriculture du Pays Basque et les carences de la chambre d'agriculture départementale. La création d'un SUAT renforcé est proposée; ELB envisage alors d'y participer sous réserve que trois conditions soient réunies: représentativité et élections sur le territoire Pays Basque, autonomie décisionnelle totale et budget correspondant à la quote-part du Pays Basque, soit 42% du budget de la chambre. Alors qu'un consensus semblait se dessiner, le représentant de la chambre, M. J.-M. Anxolabéhère, exprime très clairement, lors d'un Conseil de direction du Conseil de développement du Pays Basque, que cette position n'avait pas obtenu l'aval de la chambre d'agriculture...

● En novembre 2004, la visite du ministre de l'Intérieur, Monsieur Dominique De Villepin, crée la déception générale en ne proposant aucune ouverture sur le dossier agricole. Les SUAT successifs mis en place n'ont pas répondu à la demande exprimée.

● En Janvier 2005, EHLG est créée avec deux objectifs: développer le projet d'agriculture paysanne en Pays Basque et continuer à porter la nécessité de la création d'une chambre. Elle est essentiellement financée par les personnes physiques et morales qui partagent les objectifs. EHLG œuvre dans le domaine du développement comme nombre d'autres associations et l'attitude de

l'Etat à son encontre devient inacceptable. Les pressions sur les personnes physiques et morales qui désirent porter leur soutien ou avoir un partenariat avec l'association sont vécues comme autant de formes de harcèlements.

Pour la suite des événements EHLG et leurs représentants tiennent à affirmer:

1) Qu'ils sont toujours ouverts au dialogue et qu'ils ont toujours répondu positivement aux invitations de Monsieur le Préfet et de son administration. Par contre, nos demandes de rencontre avec Monsieur le Préfet sont restées systématiquement sans réponse, ces quatre dernières années. Toutes les demandes de financements publics venant de EHLG ont été chaque fois écartées de la part de l'administration. L'attitude à l'égard de EHLG doit changer. Pour espérer une solution, il est exclu d'engager une discussion à partir d'une formule ayant échoué par le passé: depuis le temps a passé et le contexte n'est plus le même...

2) EHLG est dans sa 5^{ème} année de fonctionnement; son travail est reconnu par l'opinion. Les sollicitations sont de plus en plus nombreuses et dépassent les moyens dont nous disposons. Ceci confirme la nécessité de structures de proximité qui portent des projets de développement correspondant aux enjeux actuels de l'agriculture, du monde rural et de l'ensemble de la société. Il est grand temps, pour l'intérêt général, qu'un climat apaisé et constructif s'instaure immédiatement.

3) Les préalables à la poursuite du dialogue engagé sont:
- l'arrêt immédiat des entraves aux financements publics accessibles à toutes associations;
- le retrait de la procédure d'appel qui est contraire à la volonté affichée d'apaisement.

Les propositions d'EHLG

Sil une des trois formules proposées ci-dessous était retenue, elle ne devra pas être remise en cause par la suite, lors de sa mise en application concrète mais devra faire l'objet d'une communication commune.

1) Option 1
Création de la Chambre d'agriculture

du Pays Basque avec une composition basée sur les données des élections professionnelles à organiser sur le territoire Pays Basque. Son budget sera constitué des taxes foncières et taxes parafiscales payées par les agriculteurs du Pays Basque, et d'autres sources de financement. La Chambre d'agriculture du Pays Basque conventionnera avec les as-

sociations de terrain, dont l'association pour l'agriculture paysanne et durable: EHLG qui accepterait alors de changer de nom car la revendication institutionnelle qu'elle porte serait satisfaite.

2) Option 2
Création d'un Etablissement public, personne morale représentative de

l'agriculture du Pays Basque et sans lien organique avec la chambre d'agriculture départementale. Sa composition doit être représentative du territoire Pays Basque, et plus large que celle d'une chambre d'agriculture: le secteur agricole désignera ses représentants dans le

(Suite page 10)

Discussions secrètes Etat, Chambre d'agriculture et EHLG tournent court Les propositions de Laborantza Ganbara

(Suite de la page 9)

cadre d'élections organisées sur le territoire, et les autres citoyens concernés par les questions agricoles seront représentés dans leurs collèges respectifs.

- Son budget sera constitué des taxes foncières et taxes parafiscales payées par les agriculteurs du Pays Basque, et d'autres sources de financement. L'Etablissement public conventionnera avec les associations de terrain, dont EHLG qui changerait de nom car la revendication institutionnelle qu'elle porte serait alors satisfaite.

3) Option 3

Dans le cas où il n'y a pas de création d'un Etablissement public agricole, 50% des taxes foncières et des taxes parafiscales payées par les agriculteurs du Pays Basque devront être versées à EHLG, pour le développement de l'agriculture paysanne et durable à l'échelle du territoire Pays Basque. Cette part serait par la suite calculée au prorata des résultats des élections territorialisées, ou au moins en fonction



d'un comptage territorialisé. EHLG étudiera la collaboration possible avec la Chambre d'agriculture départementale pour restituer et évaluer les travaux menés sur le terrain de l'agriculture paysanne et durable en Pays Basque. Ces options permettent de tenir comp-

te du contexte et de la réalité d'aujourd'hui.

Quelle que soit l'option retenue, la mise en place d'une CDOA Pays Basque est indispensable pour gérer les dossiers individuels de ce territoire.

Si aucun accord n'est envisageable, il faudra prendre acte et néanmoins continuer à travailler ensemble sur les dossiers de terrain qui exigent la participation de tous: accompagnement des éleveurs dans le cahier des charges AOC Ossau Iraty ou Charte de la Montagne Basque par exemple. La création et le développement de l'association EHLG depuis 2005 démontrent qu'une structure de PROXIMATE avec le PROJET que porte EHLG est nécessaire. Ce travail nécessite des moyens financiers publics. De ce fait, EHLG doit non seulement pouvoir développer sans entrave ses offres de service dans le cadre légal de toutes associations, mais devrait être encouragée par les pouvoirs publics pour son travail qui relève de l'intérêt général!

Nos propositions sont des voies raisonnables, possibles et porteuses d'avenir pour l'ensemble de l'agriculture du Pays Basque.

Euskal Herriko Laborantza Ganbara, le 3 juillet 2009

Minaretak

Jakes Lafitte

EUSKERAZKO itzulpenik eza gutzen ez diotan hitz horrek eztabaida asko sorerazi ditu lehenenik Suizan eta gero Frantziako estatuan. Europako demokrazietan sendoena eta zaharrena zen Suizako biztanleetatik % 58-ak mezkita minaretak debekatzeko edo murrizten dituen legearen alde baietza eman dute. Hain aditurik ez diren ikertzaille askorengan, debekatzeko alde erabili zuten ikura edo ezaugarria (Minaretak Suizako bandera zulatu) ez zen hirigintzari buruz herritarren kontzientzia eta arreta pizteko tresna bat, baizik-eta islamaren beldurra heda eta zabaltzeko beste tresna bat, burkarena eta beloarena bezala. 2001-ko irailaren bederatzigarren egunetik hona zabaltzen ari den islamofobiaren ondorioa bezaz, zeinaren bidez jende arruntek Islama eta Al Qaeda zaku berean sartzen baitute.

Ez da lehengo aldiz Islamak gune batzuk bete dituela Europako Kondeira luze et zalapartatua. «Arabiarrek egindako Espainiaren eraso» dugu lehenik. Komillen artean idatzi dut, eraso hori historikoki eztabaidatua baita; Ikus Iñaki Olague-k idatzi-

tako liburua: (ez diote arabiarrek Espainiari sekulan eraso egin / Les arabes n'ont jamais envahi l'Espagne).

Han zuzen ere, bertakoek islama berexi omen zuten erlijioztat eta bizimodutzat, nihoren presio handirik gabe; musulmanoen eta kristauen arteko gatazkak garai hauetako alderdi bien integristengandik heldu baitziren liskarrak. Nafarroako Herribeheran Banu Kasitarren adibide esanahikorra dugu.

Iberia guztian ikus ditzakegu meziketak izandako eliza kristauak eta minaretak izandako zeinutegiak, horretan famatuena Sevillako La Giralda izanki-eta. Euskal Herrian Tuterako eliza nagusia dugu lekukoetan garrantzitsuena.

Beste erlijioeri dagozkien eraikinak ugari dira Frantziaren eta Europan zehar: tankera bietako eliza katolikoak, (gotikoak eta erromanikoak); tenplu protestanteak; eliza ortodoxak; sinagogak. Baionan egindago sinagoga eta tenplu protestanteek polemika gogorak piztu ahal zituzten eraikirik izan zirelarik? Beharbada; horretaz dakienak erantzun beza zehazki; baina ez dut uste hain gartsuak izan

zirenik. Gauza bera pentsatzen dut Biarritzen dagoen basilika orthodoxari buruz. Hala ere sinagoga bat ala basilika orthodoxo bat eraikitzekotan ez dut uste erreferendum bat egin zenik. Orduan zergaitik hainbeste liskar mezkita eta minaretak direla-eta? Nire ustez, minerati buruz legeztatuko beharko genituzke puntuak tanke- eta altura dira, edozein etxerako egiten den bezala. Othoizta denbora etortzen deneko egin daiteken «harabotsa» da minarenten kontrakoek argudiatzen dutena, baina aitzaki berdina esistitzen ahal da elizetatik heldu ezkilen hotsa dela eta? Dakidanez Morlaaseko (Biarno) gertatu zen 1993-garren uretan. Ezkileen hotsarengatik ezin zuelakoan ongi lo egin, parrokiaren aurkako hauzi bat aurkeztu zuen ondoko etxearen jabe berriak, baina epaia galdu zitzaion. Bertako batengandik pertsonalki jakin nuenez, apeza eta vistanle horren arteko arazo personal bat baino ez zen horren kausa. Bego horrela bezaz.

Damugarri litzateke Frantziako Estatuan eta Iparraldean Suizakoa gertatzea. Baina Frantziako laiktasuna eta nortasunaren izenean gaurko go-



bernuak hildo honetatik jarraituko duenik kezkatu nago. Halako aitzikiak onkailu ederrak baditu gaurko gobernuak herritargoa benetako arazoetatik zeharka ledin, bereziko kinka amaiturik ez den garai haietan. Baina mendebaldearen kontra aritzeko gai gehiago emanen lizkiete integrista islamisteri.

Jakes Lafitte
Injenieria 2009ko Abenduak 25 an

Ce jour-là...

« Lettre d'Espagne »
par Jean-Jacques Bozonnet

Enbata reprend ici un récent article du Monde révélateur de la difficulté, pour les mentalités hexagonales, d'appréhender la réalité espagnole. Cette chronique de Madrid ne surprendra pas le lecteur de nos chroniques régulières, essentielles à l'engagement abertzale, sur la vie socio-politique d'outre-Pyrénées. Mais venant du média français de référence, il éclaire le décalage des situations différenciées qui conditionnent les cheminements d'un Pays Basque éclaté. Il révèle aussi combien la lecture, même par l'œil critique d'un journaliste, des quotidiens espagnols peut manipuler l'opinion publique au vu de la relation de la fronde du clergé de Gipuzkoa face à son nouvel évêque, pourtant euskaldun, qui ne serait «pas basque et pis que tout éloigné du nationalisme». Pour les six premiers mois de 2010 l'Espagne assure la présidence tournante de l'Union européenne, pour l'heure, seul véritable socle d'un destin commun.

PRENONS au hasard un jour de la vie de l'Espagne, disons mardi 15 décembre, et observons le puzzle d'un pays politiquement coupé en deux entre droite et gauche, puis haché menu en dix-sept portions inégales que sont les communautés autonomes.

Ce jour-là, les curés du Pays Basque sont en pétard: quatre-vingt-cinq des cent dix prêtres du diocèse de Saint-Sébastien ont signé un communiqué de «désapprobation» à la suite de la nomination du nouvel évêque. Leur futur chef «n'est pas la personne idoine pour la fonction», écrivent-ils. Passe encore qu'il soit «conservateur», bien dans la ligne du patron de l'épiscopat espagnol, mais il n'est pas basque, et pis que tout, «très éloigné du nationalisme». Bref, c'est une cabale contre l'homme de Madrid. «Pas encore une rébellion, a dit l'un des signataires, mais un avertissement sérieux».

Ce jour-là, on apprend que la Communauté autonome de Valence, dirigée par la droite, ne distribuera pas aux élèves des écoles primaires les 50.000 ordinateurs portables prévus (et financés) par le plan gouvernemental Escuela 2.0 en faveur de l'enseignement. Les enfants de la région de Valence continueront à écrire à la main, et c'est tant mieux, si l'on en croit le responsable régional de l'éducation: «L'ordinateur de Zapatero peut provoquer la myopie de nombreux enfants», a-t-il déclaré en brandissant comme une pièce à conviction le Toshiba NB 200 de 10 pouces auquel les petits Valenciens ont échappé.

Ce jour-là commence au Parlement de Catalogne le débat sur l'interdiction de la corrida, réclamée par une Initiative législative populaire (ILP) ayant recueilli plus de 180.000 signatures. Sous couvert de compassion animale, il s'agit de «rompre un peu plus avec l'Espagne», s'indigne la presse madrilène de droite. Mais, en Catalogne même, comme pour l'indépendance, la fin de la fiesta de toros est loin de faire l'unanimité. L'affaire est si

sensible que le groupe socialiste (non nationaliste) et celui de CiU (nationaliste) ont laissé exceptionnellement la liberté de vote à leurs parlementaires.

Ce jour-là, à Madrid, s'ouvre un étrange procès. Celui du terrorisme basque pour les uns, de la liberté d'expression pour les autres. Sur le banc des accusés, cinq dirigeants du quotidien de langue basque *Egunkaria*, fermé en 2003 pour ses liens supposés avec l'ETA, risquent de douze à quinze ans de prison. Pourtant, depuis 2006, le procureur chargé de l'affaire répète qu'il n'y a «pas de preuves suffisantes» pour soutenir l'accusation et que la thèse de la Garde civile «manque de solidité». Il ajoute: «Il existe d'autres interprétations plus raisonnables, et favorables aux accusés». Ces derniers comparaissent uniquement sur l'insistance des parties civiles, deux associations de victimes du terrorisme classées à droite. Procès d'intention?

Ce jour-là, le tribunal supérieur de Castille-Leon invente la laïcité à la carte. Statuant en appel sur un premier jugement qui exigeait d'une école publique de Valladolid le retrait des symboles religieux de ses classes, le juge a décidé que les crucifix ne seront décrochés du mur que si un parent d'élève le demande. Et cela seulement dans les salles où étudie son enfant. Pour le magistrat, l'interprétation de la Cour européenne des droits de l'homme, qui a condamné l'Italie le 4 novembre, «doit être pondérée».

Ce jour-là, le quotidien de droite *El Mundo* consacre, pour la millièmes fois, sa «une» au 11M, c'est-à-dire à ce funeste 11 mars 2004 qui vit non seulement deux cents innocents mourir dans les attentats de Madrid, mais aussi la gauche en profiter pour dynamiter, à trois jours du scrutin, la succession assurée de José Maria Aznar. Cette fois, le journal fait son miel d'une obscure bataille d'experts (et d'arrière-garde) sur la nature d'un explosif trouvé sur place. La plus intime particule de doute est utile pour prolonger la «théorie de la conspiration», qu'il entretient depuis près de six ans.

Ce jour-là, le patron des patrons espagnols rase les murs. Le journal *ABC* publie un fax de sa banque lui enjoignant de régler une ardoise de 26,5 millions d'euros. Les entreprises de Gerardo Diaz Ferran, dont la compagnie Air Comet, ont visiblement du mal à rembourser les prêts accordés par Caja Madrid, dont il est membre du conseil d'administration. Cette image d'entrepreneur en difficulté, et de surcroît mauvais payeur, est fâcheuse pour celui qui prodigue journalièrement ses conseils de gouvernance de l'économie nationale. La «fuite» viendrait de son propre camp, disent les commentateurs: simple dommage collatéral de la féroce bataille que s'est livrée la droite, depuis des mois, pour le contrôle de la caisse d'épargne madrilène.

Ce jour-là, le chef de l'opposition, Mariano Rajoy, se réjouit dans les journaux de l'échec, quarante-huit heures plus tôt, de la 4^e Conférence des présidents. A l'occasion de cette réunion solennelle des dix-sept présidents de région, José Luis Rodriguez Zapatero avait espéré une adhésion transversale à son projet de réduction des dépenses publiques et de création d'emplois. Refus brutal des présidents affiliés au Parti populaire. «Je veux les féliciter d'avoir mis en évidence la frivolité, la légèreté et le manque de discernement du chef du gouvernement, jubile M. Rajoy. Ils ont su agir avec dignité».

Le jour d'après, l'opposant se reprend, dans l'intérêt supérieur de l'Etat. A quelques heures de la présidence espagnole de l'Europe, Mariano Rajoy promet au gouvernement «la meilleure collaboration possible pour un objectif commun: la victoire de l'Espagne». Une Espagne des Dix-Sept enfin ressoudée pour devenir la pièce essentielle du puzzle européen?

Lettre d'Espagne
de Jean-Jacques Bozonnet
Le Monde du mardi
29 décembre 2009

La très grosse manif

CETTE manifestation en faveur des prisonniers politiques basques, l'Audiencia nacional l'avait interdite. Prenant opportunément le relais d'Etzerat, les partis politiques EA, Aralar, Alternatiba et Abertzaleen Batasuna (AB) avaient donc décidé de l'organiser. Sur le thème du respect des droits des presos: «Dugozkien eskubideen jabe, euskal presoak Euskal Herrira!», ils avaient appelé à manifester le samedi 2 janvier à 17h à Bilbao.

Le succès populaire a été immense. Des dizaines de milliers de citoyens se sont finalement retrouvés derrière la banderole d'Etzerat, dans une ambian-



ce festive où résonnaient entre autres la txalaparta et les chants de circonstance comme le fameux «Hator, hator etzerat!». Des proches de prisonniers ont pris la parole pour clôturer la marche.

Les 746 presos du Collectif n'ont donc pas été oubliés. Les partis n'ont pas profité de l'occasion pour inclure dans leur revendication ceux qui en ont été exclus. Si le monde abertzale s'est retrouvé dans cette initiative humanitaire, on peut toutefois regretter l'absence du PNV.



Communautarisme et ghetto

DES «communautés» il n'en manque pas et il y en a de toutes sortes. Songeons aux communautés de biens ou d'intérêts qui relèvent souvent du profit, à celles de pensées, de vues, de sentiments qui sont d'un autre ordre. En France, ont été créées récemment des communautés urbaines et, il n'y a guère, des communautés de communes. L'Europe avait déjà donné le «tempo» avec la création en 1951 de la CECA (Communauté européenne du charbon et de l'acier) suivie en 1957 par le Traité de Rome instituant la CEE (Communauté économique européenne).

L'adjectif qui dérive du substantif en question est le mot «communautaire» et on peut parler de «vie communautaire» pour les moines qui vivent dans un couvent et, pratiquement chaque jour, des «décisions communautaires» de provenance européenne demandent à être appliquées dans tous les Etats de l'actuelle Union européenne. C'est à partir de cet adjectif qu'à surgi, il y a quelques années, le néologisme «communautarisme», un «isme» de plus dans la longue série de ces vocables.

Je ne sais si l'Académie française si lente à admettre des mots nouveaux l'a recueilli dans son dictionnaire, mais on peut y déceler une connotation péjorative.

En effet, on ne saurait traiter de communautarisme la communauté chrétienne et toute communauté religieuse qui, pourtant, mène une vie communautaire, encore moins les communautés urbaines ou de communes et il serait de mauvais ton d'en afflubliser l'Union européenne ou la communauté internationale.

Il existe toutefois des communautés ethniques, linguistiques et culturelles parmi lesquelles figure le Pays-Basque. Dès lors, il y en a qui s'en donnent à cœur joie avec la suffisance de ceux qui se croient au-dessus, le sentiment de commisération envers les «communautaristes» ainsi qu'ils les dé-

Jean Haritschelhar

signent, c'est-à-dire des gens renfermés sur eux-mêmes, des gens à courte vue, incapables de s'élever à l'«universel», des êtres inférieurs en quelque sorte.

«Pour cette communauté politique qui proclame la France aux Français... c'est du souverainisme»

Franchissons le pas et passons au «ghetto». Mot de l'hébreu passé par Venise, il désigne le quartier habité par les communautés juives, puis, par extension, le lieu où vit une communauté marginale et enfin un milieu refermé sur lui-même, ainsi que la condition marginale dans laquelle vit une population, une classe sociale, un groupe. Mais il existe deux sortes de ghettos: celui du repli voulu afin de préserver une identité, ce qui firent beaucoup de juifs, en particulier dans les «juderias» ibériques où ils vivaient en paix et commerçaient avec les arabes d'abord, les chrétiens ensuite; celui du repli imposé, d'une communauté mise à l'écart parce que considérée comme, injure suprême, déicide. N'oublions pas que l'Inquisition s'est chargée de les convertir et de pourchasser les «marranes» qui continuaient à célébrer en secret, fidèles à leur religion et qu'enfin, les Rois Catholiques (sic), en 1492 après avoir vaincu les Arabes, ont chassé les «judios» d'Espagne.

En ce début du XXI^e siècle, il ne faut pas nier le droit des Basques et j'irai jusqu'à dire du peuple basque à montrer son attachement à sa langue et à sa culture à être une communauté linguistique et culturelle soucieuse du maintien et, plus enco-

re, du développement de l'«euskara». Les Basques sont bilingues et souvent trilingues et ils n'ont pas à s'humilier devant des Français arrogants et monolingues. Car, enfin, dans le vocabulaire français actuel figure l'expression «Français de souche» qui en dit long sur l'état d'esprit de celui qui la prononce ou l'écrit. Et bien nombre de «Français d'origine... X», tels que les beurs, ne sont pas encore des «Français à part entière» car on les a enfermés dans des «ghettos» que l'administration française qualifie de «quartiers chauds». Et que dire de la «préférence nationale» et autres absurdités. Cerise sur le gâteau, le président Sarkozy par l'intermédiaire du ministre de l'Identité nationale et de l'Immigration lance le débat axé sur l'identité nationale. Le pouvoir a beau essayer de minimiser tous les dérapages possibles, tous empreints du racisme le plus vulgaire, il ne peut effacer ceux de certains ministres qui portent des noms dont je ne veux pas me souvenir, ou comme disait Don Quichotte «de cuyos nombres no quiero acordarme». Des voix s'élèvent pour que cesse ce triste débat, qu'elles viennent de la gauche, du centre ou de la droite dont je ne saurais citer tous les noms.

Que je sache, on n'a jamais usé du mot «communautarisme» et encore moins «ghetto» pour cette communauté politique qui proclame «la France aux Français» ou encore la «préférence nationale» et, en même temps, la fermeture des frontières. Oh! Ironie du sort et de la litote, c'est du «souverainisme»!

Ni «communautarisme», ni encore moins «ghettoisé», mais ardent défenseur de la langue et la culture basques, l'euskaldun que je suis, trilingue de surcroît, revendiquant une identité plurielle, souhaite en ce début de l'année 2010 à tous ceux qui recherchent leur identité nationale de réfléchir sur la liberté, l'égalité et surtout la fraternité qui suppose bien plus que le respect envers les autres et la reconnaissance de la diversité.

Sur votre agenda

Urtarrila:

✓ **Vendredi 8, 21h, IZPURA** (Salle Faustin Bentaberri). Spectacle «Sissi pieds jaunes» par le Théâtre des Chimères, proposé par la Scène de Pays Baxe Nafarroa. Tarif de 5 à 11 euros.

Rens.: 05 59 37 06 04 ou garazikus@orange.fr

✓ **Samedi 9, 9h, UZTARITZE** (Salle Lapurdi). Assemblée générale de Batera.

✓ **Samedi 23 et dimanche 24 janvier et**

samedi 13 et dimanche 14 février, le samedi de 15h à 20h et le dimanche de 10h à 13h et de 14h30 à 18h30, BAIONA (Ecole d'expression théâtrale / clown-théâtre de Bera). Stages clown théâtre pour adultes (bilingue français basque) animés par Uhartean. Tarifs par stage 80 euros (150 € pour les deux) + 10 € l'adhésion annuelle.

Renseignements: 06 20 52 48 27 orekazirkoa@hotmail.fr

2010, bihurgunearen urtea ?

👉 (Bigarren orrialdearen segida)

Funtsezkoa da 2010a abertzaleek indarkeriari uko eginen dioten urtea izatea. 2011n udal hauteskundeak izanen dira, eta 2012an berriz ere EAeko legebiltzarrekoak. Ezker abertzalea ez daiteke berriz ere udal eta foru hauteskundeetatik kanpo izan eta ondorioz instituzio horietatik kanpo. Batetik, 2009an Gasteizko Gobernuan gertatu zen gisako aliantzia antidemokratiko eta antinaturalak errepika daitezkeelako foru aldundietan eta hirietan. Bestetik, ezker abertzalea politikoki suntsitzeko bidea sakonduko lukeelako. Azkenik, horrek guziak krispazioa, frustrazioa eta etsipena zabalduko lituzkeelako, eta Euskal Herria bera galtzaile izanen litzatekeelako.

Baitezpadakoa da hitzordu hori ez huts egitea, bide berriak urratu ahal izateko. Eta 2011n baldintza onetan aurkeztu ahal izateko, jadanik beranta da. Ez da hilabete bakar batzuk lehenago sortu behar aukera berria. Denbora behar du, bide berria sendoa, serioa eta sinesgarria erakusteko. Ea 2010ak Euskal Herria bide onean ezartzen duen.

Sommaire

Cahier n°1 Enbata

- Discussions secrètes Etat, Chambre d'agriculture et EHLG tournout court 4,9 et 10
- Ce jour-là... «Lettre d'Espagne» par Jean-Jacques Bozonnet 11
- Cahier n°2 «Alda!» quatre pages de 5 à 8

■ **Enbata**, hebdomadaire politique basque, 3 rue des Cordeliers, 64100 Bayonne. Tél.: 05.59.46.11.16. Fax: 05.59.46.11.09. Abonnement d'un an: 60€. Responsable de la publication: Jakes Abeberry. Dessins: Etxebeltz. Imprimerie du Labourd, 8 quai Chaho à Bayonne. Commission paritaire n°0312 C 87190. Mail: enbata@wanadoo.fr